

Fiche de notes des séances du micro ouvert

Manouba du jeudi 08 mai 2014

Synthèse des principales interventions des participants

DIALOGUE SOCIETAL

**Animateurs : Mr. Zouheir BEN JEMAA
Mme Rym CHTIOUI
Pr. Mohamed ZRIBI**

A - Rapport micro-ouvert citoyens

Nombre d'intervenants : 29 personnes.

(Présence de professionnels aux moins le 1/7)

1) PERSONNEL

- Manque d'infirmiers dans les CSB.
- Manque de dentistes dans les CSB.
- Manque de médecins dans les CSB
- Les ressources humaines représentent le capital de la santé
- Il faut former tout le personnel en communication.
- Manque de médecins spécialistes à Battan.

2) CITOYEN

- Il faut des caravanes mobiles avec des soins gratuits.
- S'occuper des pauvres et surtout ceux qui n'ont pas de revenus.
- Le citoyen n'est pas bien traité dans les structures sanitaires.
- Les rendez-vous sont très éloignés à Salah AZAIEZ avec de mauvaises conditions d'accueil et de traitement.
- Avec la société civile le citoyen doit jouer un rôle.
- Bien prendre en charge le malade ayant plusieurs pathologies.

3) DEMANDES

- Un hôpital régional à La Manouba avec toutes les spécialités.
- On demande une bonne infrastructure à Douar Hicher.
- Besoins en médecins spécialistes à Borj El Amri (au moins 2 fois par semaine).
- On veut connaître les projets planifiés pour la région.
- Il faut une urgence au centre intermédiaire de Jedaïda.

4) SECTEUR PUBLIC

- Le secteur perd de son importance et il y a une chute de la qualité des services.
- Il faut une bonne conception architecturale des structures de la santé pour respecter la dignité du malade.
- Il faut des hôpitaux régionaux au niveau des délégations.

5) MEDICAMENTS

- Manque voir parfois absence du médicament.
- On nous livre des ordonnances sans médicaments.
- Questions posées (relation entre la CNAM et les pharmaciens).
- Les médicaments sont livrés sans emballage dans le secteur public.
- Les ordonnances du public sont illisibles : sans nom, numéro de téléphone du médecin et sur ces ordonnances- Le citoyen refuse qu'on appose le cachet du pharmacien.
- Il faut respecter la chaîne du froid (anticancéreux, les vaccins,...).
- Pour les anticancéreux, le citoyen détient le traitement pour une grande période (risque de mauvaise conservation et d'accidents).
- Il y a un jeu de vignettes (abus) collés sur des ordonnances sans livraison de médicaments (corruption).
- Dette des pharmaciens /CNAM.
- Dans le secteur public on livre les produits peu coûteux.

6) EQUIPEMENTS

- Manque des équipements.
- Pas de mammographie et d'échographie pour le dépistage du cancer.
- Il y a parfois un manque de choses élémentaires (pansements)

7) PREVENTION ET HYGIENE

- L'examen prénuptial doit être complet et exécuté.
- Donner plus d'importance et mettre à niveau la médecine scolaire.
- EPLS pour les élèves et la population.
- Formation des enseignants en EPLS.
- S'occuper de l'hygiène hospitalière qui est défailante.
- Formation d'éducateurs en EPLS.
- Donner plus d'importance à la prévention.
- Faire respecter les règles d'hygiène par tout le monde et partout et surtout dans les structures publiques.

8) URGENCES

- Il faut des services d'urgence performants.
- Il y a un manque d'infirmiers et de médecins au niveau des urgences.

9) MAINTENANCE

Accorder plus d'importance à la maintenance dans les structures publiques.

10) LEGISLATION

- Revoir la législation qui est très riche surtout depuis la mise en place des EPS ce qui a entraîné des problèmes dans le secteur.
- Difficultés pour obtenir un carnet de soins. En effet, le citoyen dépense de l'argent et perd beaucoup de temps pour obtenir le carnet ?
- Ethique médicale à appliquer et respecter.
- Revoir le système CNAM après évaluation ?

11) PROBLEMES POSES

- Il y a de la corruption (médicaments, sang et organes) à tous les niveaux
- Le corps médical utilise l'infrastructure publique pour gagner de l'argent (malades qui paient à l'hôpital et APC).
- Il n'y a aucune comparaison de la qualité entre les secteurs (public et privé).
- Certaines cliniques privées se font payer en devise.
- On veut des programmes et des actions.
- Il y a un problème de déséquilibre entre les régions.

- Où est la recherche ?
- Toxicomanie (il faut un centre)
- Où est l'inspection et le contrôle de tous les professionnels.

12)PREMIERE LIGNE

- Donner plus de moyens à la première ligne pour la rendre plus efficace ce qui permettra de soulager la deuxième et troisième ligne.
- Il faut réanimer les CSB et les mettre à niveau progressivement pour qu'ils répondent aux besoins du citoyen (un médecin fixe par centre).
- Actuellement le CSB a perdu sa place.
- Donner plus d'importance et mettre à niveau le CSB de Battan.

13)SECTEUR PRIVE

- Dans les cliniques privées il y a un système de gardes payantes mais non remboursées par le CNAM.
- Le coût très élevé des soins.
- Secteur qui profite le plus du système CNAM (analyser et réétudier).

14)CANCER

- Maladies très graves et dangereuses mais les moyens sont très limités.
- Il faut déclarer la guerre au cancer.

15)PROPOSITIONS ECRITES

A la fin de la séance 3 personnes m'ont remis des propositions écrites.

- 1^{ère} proposition de Mr. Mohamed Faouzi CHERIF
 - Il faut des solutions légales après étude de l'état des lieux de la corruption dans les structures sanitaires (CSB, Hôpital et pharmacies).
 - la stratégie du secteur public en équipements et médicaments.
 - Le remboursement de la CNAM est une action imaginaire.
 - Médecine privée (tarification élevée et fuite fiscale)
 - Dans les pharmacies il y a une fausse déclaration des revenus et une fuite fiscale)
- 2^{ème} proposition : Anonyme
 - Développer la recherche médicale et pharmaceutique.
 - Création d'une unité de prise en charge des toxicomanes à La Manouba.
 - Développer l'inspection des activités médicales et administratives.
 - Appliquer les textes et les circulaires.
 - Financer les structures publiques par les caisses sociales avec application.

- 3^{ème} proposition : Mme Jamila BALTI
 - Pour que le dialogue sociétal réussisse et soit constructif :
 - Il faut que les représentants du citoyen et de la société civile ne soient pas du secteur de la santé.
 - Egalité entre les régions dans la répartition des moyens (matériel, humain et logistique).
 - Les représentants de la société civile doivent être des gens à esprit citoyen.